

**Union européenne -
Etats-Unis/Commerce - OMC -
Déclaration de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à son arrivée à
la réunion informelle des ministres
du commerce de l'Union
européenne**

(Innsbruck, 05 octobre 2018)

Q - Sur les Etats-Unis, vous êtes préoccupé par les quotas que M. Trump a imposés dans le traité NAFTA avec le Canada et le Mexique, que les Etats-Unis puissent imposer un tel quota à l'Union européenne ?

R - La France est heureuse tout d'abord que l'on soit rentré dans un processus de désescalade avec les Etats-Unis avec effectivement la rencontre du 25 juillet dernier. Aujourd'hui il y a un travail qui est en cours. Naturellement, on va regarder de près tout ce qui a été produit par les négociations entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada mais d'abord ce qui nous importe ce sont nos propres discussions avec les Etats-Unis dans lesquelles nous avons, nous, un certain nombre de lignes rouges. La feuille de route, c'est le communiqué conjoint du 25 juillet. Il n'est pas question de sortir de ce cadre-là qui a été établi. Ce qui compte c'est qu'on puisse engager un travail réglementaire sur certains secteurs qui seraient volontaires, sur certains secteurs industriels afin de pouvoir continuer ce dialogue.

Q - Donc en parlant des lignes rouges, les quotas c'est une ligne rouge pour vous ?

R - La ligne rouge s'agissant de la France et de l'Union européenne ce sont les produits agricoles. Mais s'agissant du dispositif que vous avez évoqué pour le nouvel ALENA, il s'agit de regarder en quoi tout cela effectivement est compatible par rapport à un certain nombre de prescriptions internationales, de l'OMC. Donc c'est un aspect sur lequel on va se pencher pour notre information puisque naturellement nous sommes dans un processus qui est différent, qui a d'autres paramètres et ces paramètres ne bougeront pas d'une virgule et d'un iota.

Q - Et viser un petit accord commercial avec les Etats-Unis cela n'effraie pas la France ?

R - Il ne s'agit pas, vous l'avez compris, d'accord commercial au sens classique du terme puisque le président de la République l'a dit clairement aux Nations unies la semaine dernière, il n'est pas concevable de conclure des accords commerciaux de nouvelle génération avec des parties qui ne seraient pas parties justement à l'Accord de Paris. Parce qu'il faut être cohérent entre l'engagement climatique, l'engagement environnemental et nos engagements

commerciaux. Avec les Etats-Unis on est dans un processus de dialogue déjà : à ce stade il s'agit de voir ce que l'on peut faire sur certains segments de certaines industries. Donc vous voyez que l'on est sur des périmètres beaucoup plus restreints que les accords commerciaux classiques pour lesquels on a une ambition environnementale forte tout simplement parce que les consommateurs européens, les citoyens européens ont des attentes qui sont fortes pour un commerce du 21ème siècle.

Q - Vous vous êtes inquiété que M. Trump utilisait ces tarifs, ces droits de douanes pour imposer des quotas aux autres demandes qui traitent une négociation sous menace ?

R - Vous savez, justement, nous les Européens, on est la première puissance commerciale au monde. Donc nous n'avons pas à être inquiets, nous n'avons pas à négocier sous la menace. Nous avons à assumer justement cette puissance. Il y a un certain nombre de paramètres que nous sommes en droit d'exiger des partenaires qui souhaitent travailler avec nous. J'évoquais les questions environnementales, il pourrait y en avoir d'autres, tout ce qui est SPS : l'Europe n'est par nature pas inquiète parce qu'elle est forte, parce qu'elle est unie et parce que cette unité et cette fermeté, elles ont été démontrées et que les Etats-Unis ont fait un petit bout de chemin depuis quelques mois, depuis le moment où ils ont mis des droits supplémentaires sur l'acier et l'aluminium. Si on a pu arriver au 25 juillet, c'est aussi parce qu'ils ont évolué en constatant l'unité et la fermeté de la position européenne dans les contremesures. Celles-ci, on l'a vu, ont eu un impact aux Etats-Unis avec un certain nombre de décisions d'industriels américains eux-mêmes de quitter leur sol national pour aller produire et réexporter ailleurs.

La réponse, elle n'est pas dans les biceps que chacun gonfle, la réponse elle est, et l'Europe s'y attache, dans la reconstruction, la refondation d'un ordre commercial international qui soit effectif, qui soit efficient. Et c'est le sujet de la modernisation de l'OMC que nous allons évoquer aujourd'hui puisque la Commission européenne a fait des propositions très fortes, des propositions que nous soutenons pour rendre opérationnel peut-être une meilleure façon de légiférer entre guillemets au sein de l'OMC pour essayer de sortir de l'impasse s'agissant de l'organe de règlement des différends notamment, et pour adresser les problèmes que sont les surcapacités, que sont les subventions etc.

Donc, vous voyez, on a une Europe qui est unie, qui est ferme, qui est à l'offensive et est à l'initiative et je crois que en matière commerciale, cela mérite d'être noté, nous sommes vraiment, les Européens, aussi en position de force./.